

Gilets Jaunes et Énararchie Compassionnelle

Posté le : 19 novembre 2018 11:56 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Pays en voie de développement, Europe de l'est, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Les « réseaux sociaux » ont croisé un mécontentement de fond qui a mis dans la rue avec des gilets jaunes 200 à 300 mille citoyens français. Il s'agit bien d'une forme inédite de jacquerie, événement improbable et imprévisible. Option 1 : « Une révolte ? Non, Sire, une révolution ». Option 2 : « Un énervement, Sire ; même pas une émotion ». On verra bien.

Mais que les explications sont faciles à trouver. Internet est souvent le moyen de mesurer les passions qui secouent un pays. Il révèle des attitudes et des ressentiments. Le billet le plus lu sur ce blog, ces derniers mois, dans des proportions réellement anormales était intitulé : « Plus cela change, plus c'est la même chose »

(<http://cee.e-toile.fr/index.cfm/2017/11/21/Plus-cela-change-plus-cest-la-mme-chose>). Cet article qui date d'exactly un an a atteint 3 955 lectures alors que l'article le plus lu après lui n'en dépasse pas 1 000.

Ce sentiment est d'abord le fruit d'une élection présidentielle escamotée. Il n'y a pas eu de campagne électorale, sinon, de façon partielle, au moment des primaires. L'échec de Juppé et Sarkozy signifiait qu'à droite on voulait une vraie rupture, notamment dans le domaine fiscal et économique. Le trouble à gauche paraissait suicidaire (<http://cee.e-toile.fr/index.cfm/2017/1/5/Socialisme--la-dcomposition-dlirante>).

La réaction populaire très négative aux projets allégués de réforme de la sécurité sociale avait sonné une sorte de tocsin. Le pays devenait plus que chatouilleux sur ses droits. La santé, c'est sacré, surtout si on est pauvre.

Ensuite tout s'est arrêté. L'affaire Fillon a bloqué tous les médias dans le délire et l'antinazisme bidon a créé un faux débat ridicule au second tour, aggravé par l'effondrement radical de la candidate du FN lors du débat, surprise à dire littéralement n'importe quoi en matière monétaire. Le résultat a été un record d'abstentions.

Il faut garder à l'esprit que depuis 2008, le revenu par tête française a constamment baissé. Nous verrons bientôt si c'est encore le cas en 2018. Le phénomène est majeur. La première crise de ras-le-bol fiscal, dite des bonnets rouges ou des pigeons, selon les modalités qu'on privilégie, avait montré que le pays n'acceptait plus d'être tondu ras par des hauts fonctionnaires politiques. L'Énararchie est d'abord un excès fiscal majeur. Son triomphe a valu à la France d'être le pays le plus taxé du monde. Bravo ! Mais gare ! Il est interdit de trop insister sur la grogne fiscale dans les médias (gavés de subventions publiques). Les Français savent compter. Le décalage entre la chanson des médias et le ressenti de la population est devenu abyssal.

Dans la confusion de la campagne présidentielle, les Français ne se sont pas rendu compte des dangers de la démagogie du candidat Macron qui avait choisi cyniquement une option « d'achat de vote » sans vergogne. Le pays a peu réagi à une hausse de la CSG qu'on leur présentait comme microscopique et ciblée alors qu'elle était massive et générale. Mais l'idée de ne plus pays de charges sociales sur le salaire ni de taxe d'habitation, a fait saliver les babines. D'autant qu'on gratifiait le pays de nouveaux remboursements gratuits pour les lunettes et les sonotones.

Cette démagogie a payé à court terme mais c'est révélé désastreuse aussitôt après l'élection.

Ces mesures ne pouvaient pas avoir d'effet économique majeur parce qu'elles ne renforçaient pas la compétitivité. Il fallait comme nous l'avons indiqué, transférer sur la TVA une partie des charges patronales (celles concernant la maladie) et cesser de parler de charges salariales et patronales pour un concept de charges sociales uniques. L'effet aurait été celui d'une minidévaluation. En supprimant complètement l'ISF sans se laisser aller à un « storytelling » débile qui sépare la bonne finance et la vilaine tentation immobilière, on ajoutait une prime à l'investissement. Dans la phase haute du cycle où nous sommes depuis 2016, cette politique aurait permis des résultats immédiats. Les indispensables mesures que sont la taxation forfaitaire des revenus du capital (qui aurait dû être étendu à la rente immobilière) et une moindre pénalisation des relations sociales dans l'entreprise, dans un contexte favorable d'intérêts très bas et de prix du pétrole au plancher, auraient aidé à obtenir des résultats encore meilleurs

Au lieu de cela, le Trésor a repris la main et a commencé à jouer au bonneteau fiscal en matraquant les propriétaires, les retraités et les automobilistes.

Au lieu des cadeaux attendus (bêtement), les Français, notamment dans la France la moins bien dotée en matière de revenu et d'emplois, ont vu une dégelée d'impôts, taxes et oukases divers pleuvoir sur leur vie quotidienne.

Pour les classes moyennes, la voiture et la maison sont les deux actifs fondamentaux. Ils sont achetés à crédit. Le poids des remboursements pèse lourdement sur le ménage et crée une dépense fixe incompressible importante.

Si on aggrave les impôts en période de hausse des cours internationaux, du pétrole, en annonçant que cette aggravation continuera et s'amplifiera dans les années suivantes, tout en précisant que la voiture qu'on a ou qu'on vient d'acheter perdra bientôt toute valeur à la revente, alors que l'emprunt court, on crée une haine farouche. Ajoutons un Oukase jamais débattu nulle part qui réduit de 10 km/h la vitesse sur route, et vous touchez à l'intime une grosse partie de la population, surtout en province où les points ont commencé à disparaître à grande échelle (d'après les on-dit, chaque utilisateur régulier de sa voiture en province aurait déjà perdu deux points depuis la mise en place de la mesure).

Quand vous alourdissez massivement les coûts de chauffage, annoncez qu'il faudra remplacer la chaudière au fuel qui sera interdite à court terme, tout en imposant des normes hypercoûteuses, tout en aggravant les impôts locaux et l'IFI (l'exonération de taxes d'habitation étant réparti dans le temps pour ceux qui l'espèrent), vous reperforer l'intime des ménages.

La bagnole et la maison sont les deux armatures du bonheur populaire. C'est la garantie de ne pas être à la rue et de pouvoir travailler. Sans maison ni voiture, on entre dans la précarité.

Pour les retraités qui voient la CSG augmenter massivement, qui constatent que les retraites ne sont pas revalorisées, alors que l'inflation repart, que leurs coûts d'habitation augmentent et que leur voiture va bientôt leur être arrachée (alors qu'ils n'ont aucun moyen de faire face à la hausse de coûts des nouvelles voitures fortement aggravées par une fiscalité verte débridée), alors que l'IFI rode sur le patrimoine qu'ils ont pu accumuler, la situation est infâme.

Les médias ont tort de voir uniquement l'aspect « pouvoir d'achat » ; L'aspect « patrimoine » est tout aussi important. Pour les ménages pauvres ou au bas de l'aisance, les deux réalités sont confondues.

Macron s'est mis dans les pas de Hollande. « C'est Hollande sans l'extrême gauche » répètent les observateurs, avec un tabassage fiscal initial encore supérieur. Naturellement, aucun des Énarques qui nous gouvernent n'a songé à baisser la dépense publique. Au contraire on l'augmente !

Devant la grogne, ils ressortent le vieux truc de la compassion et de l'insuffisance de communication. L'Énararchie compassionnelle n'est pas un vain concept. Cela fait maintenant 45 ans que cela dure. Edouard Philippe en est l'acteur le plus caricatural. Droit dans ses bottes comme son mentor Juppé, il décide seul souverainement de mesures qui impactent directement la vie des Français. La limitation à 80 km/h, c'est lui. L'impôt à la source c'est toujours lui. La suppression à terme des chaudières et des voitures diesel, c'est encore lui. L'Énarque est l'arbitre de la société. Face à la grogne il propose des subventions, augmentant à la fois les impôts et les cadeaux, (une technique qui a tué le bâtiment). Toujours la même méthode. On impose et on lâche du lest. Ensuite on déclare que le lest est une dépense fiscale qu'il faut supprimer. La technique, institutionnalisée depuis juillet 1940 et la création de la direction du Trésor, est parfaitement au point.

Le joli pronunciamento réussi par l'Énararchie, les achats de votes cyniques mais réussi du candidat Macron, le retour aux pratiques détestables qui ont conduit la France dans le déclin et la dérive fiscale absolue, collent si étroitement à l'équipe d'énarques qui gouvernent qu'ils ne peuvent pas s'en dédouaner sur un quelconque bouc émissaire. Le gilet jaune leur colle au dos comme la tunique de Nessus.

La jacquerie peut s'étioler et finir en eau de boudin. Mais désormais un fond de haine traîne dans toutes les couches de la population contre les dirigeants fonctionnaires qui accaparent le pouvoir et considèrent que les biens et le revenu des Français leur appartiennent et qui pensent pouvoir multiplier les contraintes contre leurs administrés. Elle est là pour longtemps.

Comme nous l'avons déjà écrit souvent, c'est l'immense erreur de LR d'avoir mis à sa tête un Énarque, antipathique de surcroît. La droite ne peut se reconstituer qu'avec un autre modèle de gouvernance que celui proposé depuis 1974 avec Giscard et Chirac, et repris aujourd'hui par Macron et Philippe.

Au moment où Énararchie et anarchie se rejoignent, il n'y a plus d'opposition raisonnable possible.

Quel gâchis ! La seule solution durable serait l'éviction d'Edouard Philippe et de l'équipe qui gère les finances (Le Maire et Darmanin) et leur remplacement par de nouvelles têtes capables de porter un message de retraite fiscale. Un nouveau Monory, qui s'était révélé excellent. Sinon, on peut craindre que ce soit Macron qui soit totalement démonétisé et conduit plus ou moins rapidement à la paralysie.